



MARDI 15 JUIN 2021

La Rochelle - 14h00 Place de Verdun

Journée nationale de grève et d'actions

Pour nos droits collectifs, nos acquis, nos libertés, c'est en marche arrière toute !

Pour Macron et ses amis de la finance, il faut privatiser, privatiser, privatiser ! Ce qui passe par réduire les coûts disent-ils et baisser les masses salariales. Ce n'est pas au virus que Macron a déclaré la guerre, c'est aux services publics et aux agents chargés de les mettre en œuvre !

Et le gouvernement n'hésite pas à utiliser l'état d'urgence sanitaire pour accélérer ses plans.

Aux collègues agents publics qui ne sont pas fonctionnaires et à la population, nous disons : ces mesures d'individualisation, contre les droits collectifs, ne pourront avoir que des conséquences négatives pour l'ensemble des personnels et de la population.

Pour ce gouvernement notre statut national est de trop

Leur "loi de transformation de la fonction publique", c'est la corde autour du coup pour les premiers de corvées ! Tout cela prépare la mise en œuvre de la loi 4D (décomplexification, déconcentration, décentralisation, différenciation) qui entend mettre les territoires, les régions, les salariés en concurrence, faire des services publics un "socle minimum", pour le plus grand bénéfice des requins de la finance et des entreprises qui déjà profitent des externalisations et gavent leurs actionnaires avec l'argent public.

**Dans la France républicaine, héritière des plus grandes traditions démocratiques
issues de la Révolution française nous avons une tradition:
Lorsqu'une loi est injuste, nous la combattons!**

- Pour le dégel immédiat du point d'indice et le rattrapage de ce qui nous a été confisqué depuis 10 ans,
- Pour l'abrogation de la loi de transformation de la Fonction publique,
- Pour une réappropriation des richesses produites allouées aux moyens nécessaires à la mise en œuvre pleine et entière des missions de service public.

La journée du 15 juin 2021 est appelée dans toute la Fonction publique (Etat, hospitalière, territoriale) par l'intersyndicale nationale CGT, FSU, SUD, FA